

COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 01 DECEMBRE 2010

WOENSDAG 01 DECEMBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 16 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les données ouvertes (*open data*) au sein de l'administration" (n° 111)

01.01 Peter Dedecker (N-VA): Lorsque la SNCB a ordonné le retrait de l'application en ligne iRail, le ministre pour l'Entreprise a envoyé un message à son développeur via Twitter en lui proposant de l'aider. Le ministre a-t-il fait cela en sa qualité de ministre ou à titre privé? Les données publiques de la SNCB et les données de toutes les entreprises publiques sont-elles totalement publiques? Quelles initiatives le ministre prendra-t-il afin de tenir un langage clair envers la population et à l'égard d'éventuels développeurs d'autres applications? La constitution d'une banque de données au service de l'intérêt général est-elle un objectif ou plutôt un moyen? Dans quelle mesure le ministre juge-t-il souhaitable de rendre toutes les données publiques des entreprises publiques accessibles via API, que ce soit gratuitement ou non?

01.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): J'ai effectivement suggéré au développeur de l'application de poursuivre ses activités, ce qu'il a d'ailleurs fait. En guise de soutien, je l'ai mis en contact avec la SNCB. À l'issue de la rencontre, la SNCB a annoncé qu'elle suspendait ses poursuites à l'encontre d'iRail. Il a ainsi été mis fin à l'action en justice en cours, et c'est une bonne chose. Les discussions ont également porté sur l'application elle-même. Grâce à cela, la SNCB dispose depuis peu d'une – bonne – application dont elle est propriétaire. Plus il y a d'applications, mieux c'est.

En matière de communication d'informations, la chancellerie du premier ministre a publié une instruction sur l'obligation d'information, intitulée *Vision et Missions de la communication externe*.

Je suis partisan d'une politique ouverte en matière de données mais des conventions sont indispensables en ce qui concerne leur usage commercial ou non. Si les données ne sont pas utilisées dans un but lucratif, elles doivent être mises gratuitement à disposition par les autorités.

Le problème est également que le gouvernement est en affaires courantes. J'ai quand même eu des contacts avec la Fedict pour examiner si une circulaire peut être rédigée en la matière. En attendant cette circulaire, Fedict est prête à apporter son assistance à tout développeur individuel ou collectif qui veut utiliser des données des autorités. Fedict n'a reçu aucune demande en ce sens à ce jour.

Par ailleurs, tous les services publics autorisent aujourd'hui le *deep linking*.

Le problème des données ouvertes se pose aujourd'hui également à l'échelle des Régions et des Communautés et des instances de transport public. Il serait souhaitable de prendre des initiatives à d'autres niveaux également.

Des pays tels que le Royaume-Uni sont beaucoup plus avancés en la matière. La réticence constatée chez nous est difficilement acceptable, étant donné que les expériences menées avec des applications comme iRail sont très positives.

01.03 Peter Dedecker (N-VA): Il est exact que le problème ne se limite pas aux autorités fédérales. Un accord à propos d'une initiative à ce propos a déjà été conclu au sein du Parlement flamand. Il va de soi que des règles doivent être fixées en matière de protection de la vie privée mais je ne suis pas opposé à ce qu'une entreprise qui a développé une application intéressante utilisant des données des autorités engrange des bénéfices.

01.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): La Banque-Carrefour des Entreprises, un instrument de simplification important, est souvent utilisée par des organisations comme Graydon pour les études qu'elle réalise et commercialise. En tant qu'autorités publiques, nous devons également veiller à valoriser nos données. Il faut toutefois distinguer ceux qui agissent à des fins lucratives et les autres. Nous devons également examiner si certaines données sont utiles ou non dans ce contexte.

01.05 Peter Dedecker (N-VA): La question n'est-elle pas plutôt de savoir quel est le but des autorités en enregistrant ces données plutôt que de connaître l'utilisation qu'en fait une autre organisation?

01.06 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): C'est exact mais nous ne pouvons pas être naïfs en la matière.

01.07 Peter Dedecker (N-VA): Si le gouvernement doit investir pour rendre de telles informations accessibles au public, il est tout à fait justifié de demander une indemnisation. Pour des informations déjà publiques, cela me paraît plutôt délicat.

01.08 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): La Banque-Carrefour des Entreprises est un service qui ne peut fonctionner sans un certain nombre de fonctionnaires ni sans investissements. Nous répercutons les investissements soit sur les contribuables, soit sur les utilisateurs qui ont recours à cette application dans un but lucratif.

L'incident est clos.

02 Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la protection du nom de domaine de premier niveau belge .be" (n° 886)

02.01 Peter Dedecker (N-VA): L'ASBL DNS.be gère le nom de domaine belge .be. Un fonctionnement efficace a permis de réduire les frais d'enregistrement d'un nom de domaine .be mais à cause du coût peu élevé, de la rapidité des procédures et de conditions insuffisantes en matière d'enregistrement et de contrôle de l'identité, le domaine .be est également devenu très attirant pour les spammeurs et les phishers. Il en résulte que le domaine .be a acquis une réputation internationale de domaine de spam et de phishing et les filtres spam et autres classent les messages provenant d'un domaine .be plus rapidement comme indésirables ou dangereux. Quelles autres causes sont à l'origine des abus et quelles solutions le ministre entrevoit-il? Le gouvernement belge impose-t-il des conditions ou donne-t-il carte blanche à DNS.be? Le contrat de gestion avec DNS.be contient-il des accords concernant des garanties de qualité ou des mesures de qualité pour le domaine .be pour ce qui est du classement en matière de spam ou de phishing?

02.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Un rapport d'octobre 2010 a fait apparaître que le nom de domaine de premier niveau belge .be obtient à présent de meilleurs scores. Un rapport plus ancien attribuait le mauvais score constaté à l'époque aux activités séditieuses du "groupe Avalanche", une organisation criminelle qui tente d'exploiter l'internet aux fins de pratiques malhonnêtes. Actuellement, plus aucun problème particulier de phishing ne se pose, l'ASBL concernée ayant pris elle-même les mesures qui s'imposaient vers le milieu de 2010.

DNS.be fixe lui-même les règles de la politique en matière d'enregistrement des noms de domaine. Cette politique est fondée sur le principe du "premier arrivé premier servi" et elle est mise en œuvre dans le respect des droits de tiers. Des modalités d'accès restrictives ont tendance à être plutôt contreproductives. Aucun contrat de gestion n'a été conclu entre l'État belge et DNS.be. Le transfert de la mission concernée a été

encadré à l'époque par l'IBPT, le régulateur belge des télécoms. Siègent en outre au conseil d'administration de DNS.be des représentants de l'IBPT et du SPF Économie. Ce conseil d'administration a récemment décidé de veiller encore plus scrupuleusement en 2011 à la qualité et à la sécurité du domaine. Je suis persuadé que les scores améliorés du dernier rapport seront confirmés.

Dans le cadre de la transposition en droit belge du paquet télécom, il a également été prévu de fournir régulièrement une copie à l'IBPT. En cas de nécessité absolue, le régulateur pourra alors reprendre la gestion des noms de domaine.

02.03 Peter Dedecker (N-VA): Quelles mesures ont été prises par DNS.be dans le cadre des attaques de phishing par Avalanche? Que se passera-t-il si un autre groupe criminel surgit?

02.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): Les mesures n'ont en tout cas pas uniquement été prises pour combattre Avalanche, elles visent à combattre le phénomène du phishing. Si M. Dedecker le souhaite, je peux lui communiquer les détails techniques.

L'incident est clos.

03 Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la simplification administrative relative à l'extrait d'acte de naissance" (n° 1144)

03.01 Peter Dedecker (N-VA): Certaines instances demandent toujours un extrait d'acte de naissance. Dans le cadre du plan Kafka, le ministre avait pourtant pris des initiatives en vue de supprimer cette obligation. Le ministre peut-il nous donner un aperçu des cas dans lesquels cette obligation a été officiellement supprimée?

03.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): Conformément à la loi sur le Registre national, le citoyen dont les données se trouvent dans ce Registre ne peut plus être obligé de communiquer encore ces données. Étant donné que cette loi n'a rien résolu, nous avons procédé en 2007 à une modification qui fait en sorte que les données du Registre national sont considérées comme exactes jusqu'à preuve du contraire, ce afin d'éviter que certaines organisations ne se satisfassent pas des données contenues dans le Registre national et demandent des actes. C'était la première étape.

La deuxième étape est l'arrêté ministériel où il est stipulé que dans une vingtaine de cas concrets, l'acte de naissance ne doit plus être demandé. J'ai apporté la liste.

Les actes relevant de la Justice et le Registre national relevant de l'Intérieur, une évolution historique a fait que jusqu'ici, il fallait produire tantôt un jeu de données, tantôt un autre jeu, ce qui était évidemment absurde, étant donné que l'acte de naissance et les cartes d'identité contiennent exactement les mêmes données.

Il n'est plus demandé de produire un acte de naissance que dans trois cas, à savoir lorsqu'un doute surgit quant aux données contenues dans le Registre national, un cas de figure qui se présente cependant rarement, lorsque des personnes ne figurent pas au Registre national parce qu'elles ne sont pas inscrites dans une commune de Belgique et enfin, dans des procédures juridiques spécifiques telles que les naturalisations.

Nous avons veillé à ce que les services échangent désormais des informations au lieu de charger les citoyens de cette tâche. Les services peuvent recourir au Registre national ou rechercher les informations requises par le biais des actes.

Par ailleurs, nous avons demandé aux administrations communales d'indiquer les cas dans lesquels des actes de naissance doivent encore être produits. Nous tentons de résoudre les problèmes au cas par cas sur la base de ces notifications.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Sonja Becq au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'implémentation de la seconde phase du projet eBirth et l'implémentation de eDeath" (n° 1242)

04.01 Sonja Becq (CD&V): La première phase du projet eBirth qui permet la transmission digitale des données de naissance par les hôpitaux et les dispensateurs de soins aux services de l'état civil devrait se terminer à la mi-2011. Dans la deuxième phase, les données seront automatisées de manière à réduire les tracasseries administratives à la naissance.

Où en est la mise en œuvre de la première phase? Comment s'effectuera l'échange des données dans la deuxième phase? Le Registre national recevra-t-il directement les données des hôpitaux ou de l'état civil? Qui vérifiera les informations? L'attestation requise pour recevoir l'allocation de naissance sera-t-elle délivrée automatiquement, sans que les jeunes parents doivent se présenter au guichet? Comment les personnes qui ne peuvent pas être inscrites dans le Registre national, comme les réfugiés, pourront-elles obtenir une inscription auprès de la Banque-Carrefour? Un projet eDeath sera-t-il développé dans la foulée du projet eBirth?

04.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Les évaluations des projets eBirth à Bornem et à Marche-en-Famenne sont positives.

Des contacts ont déjà été pris avec les autres communes et les hôpitaux, afin d'étendre le système à l'ensemble du territoire.

Les informations sont transmises aux services de l'état civil par le biais du logiciel eBirth. Ces services sont responsables de la qualité de l'information et ils l'envoient au Registre national. Les parents devront continuer à déclarer la naissance de leur enfant mais les formulaires sur support papier pour la mutuelle et la caisse d'allocations familiales sont supprimés. L'état civil se charge lui-même de l'enregistrement au Registre national ou au Registre national-*bis* si la création dans le Registre national est impossible.

En décembre 2010, Fedict commencera l'analyse du traitement des déclarations de décès. Sur la base de cette analyse, plusieurs scénarios seront développés en vue de l'élaboration d'un projet concret et des cahiers de charge seront rédigés. Le projet pourra être défini et validé pour la fin de 2011.

04.03 Sonja Becq (CD&V): On travaille donc déjà avec d'autres communes que les deux communes du projet pilote. Cela signifie-t-il que la première phase sera terminée mi-2011?

04.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): La collaboration s'effectue provisoirement encore sur une base volontaire. Ce n'est qu'après l'instauration obligatoire du logiciel eBirth que la charge administrative disparaîtra partout. Je m'informerai auprès de Fedict pour savoir combien de projets sont en cours à l'heure actuelle et quand le système deviendra obligatoire.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Maya Detiège à la ministre de l'Intérieur sur "la procédure de demande de la Kids-ID" (n° 1077)

05.01 Maya Detiège (sp.a): La Kids-ID doit être demandée deux semaines à l'avance et coûte 3 euros. Beaucoup de citoyens apparemment mal informés sont arrivés trop tard pour en faire la demande l'été dernier. Selon une enquête de Test-Achats, de nombreuses communes ont conseillé de recourir à la procédure d'extrême urgence qui coûte 170 euros. Il existe pourtant une procédure d'urgence qui dure 2 jours et coûte 106 euros ou encore la possibilité de demander un passeport ordinaire pour lequel il faut compter 5 jours et 41 euros.

S'il s'avère que certaines communes ont inutilement conseillé une procédure plus coûteuse, les citoyens concernés pourront-ils obtenir un remboursement? La ministre veillera-t-elle à mieux informer les citoyens et les communes à propos de la Kids-ID?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Si le citoyen peut prouver que la commune ne lui a pas proposé la solution la moins onéreuse, il peut récupérer la différence.

Mes services se sont efforcés d'informer les citoyens au sujet de la Kids-ID. Avant les vacances de Noël de 2009 et les vacances de Pâques et d'été de 2010, des annonces ont été publiées dans les journaux. Ce sera de nouveau le cas ce mois-ci. Il a par ailleurs été demandé aux mouvements de jeunesse, aux fédérations touristiques, aux mutualités et aux ligues des familles d'informer leurs affiliés. En outre, le citoyen est informé par l'entremise des sites web et des magazines d'information communaux.

Les communes sont suffisamment informées des procédures urgentes existantes. Ces procédures figuraient déjà dans une circulaire de 2005 et ont été clarifiées dans les nouvelles instructions générales relatives aux cartes d'identité électroniques qui ont été envoyées aux communes début juillet 2010. Ces procédures ont encore été expliquées lors des sessions d'information provinciales d'octobre et novembre. Je demanderai à mes services de rappeler les différentes procédures aux communes.

La communication de base doit être la suivante: qu'on ait l'intention de voyager ou non, mieux vaut anticiper et demander une Kids-ID de manière à ne pas être pris au dépourvu le jour où un déplacement à l'étranger se décide à la dernière minute. La Kids-ID n'est pas toujours obligatoire mais c'est de loin la manière la plus sûre de voyager avec un enfant. La Belgique fait d'ailleurs figure de pionnier en Europe avec sa Kids-ID.

L'incident est clos.

06 Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "l'intervention des compagnies d'assurances et du Fonds des calamités" (n° 1244)

06.01 Peter Logghe (VB): Les inondations de la mi-novembre ont été reconnues comme catastrophe naturelle. Une fois que l'arrêté royal sera publié, les sinistrés auront trois mois pour envoyer leur dossier au gouverneur de la province. Après un contrôle effectué par un expert, les autorités auront trois semaines pour décider si les dégâts seront ou non indemnisés et pour quel montant. Les gouverneurs de province ont-ils déjà reçu certains dossiers? Combien d'experts le ministre désignera-t-il?

Selon certains assureurs incendie, les dommages devraient tourner autour de 300 millions d'euros, alors que la semaine passée, on parlait encore d'environ 180 millions d'euros. De plus, certains assureurs s'opposeraient à l'indemnisation lorsque les dégâts concernent des habitations situées dans des zones à risques, dès lors qu'il n'est alors plus vraiment question de circonstances imprévisibles. Ne faudrait-il pas organiser d'urgence une concertation avec les assureurs à ce sujet?

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): L'arrêté royal de reconnaissance des intempéries comme calamité publique sera publié dans les prochains jours. Ensuite le délai dans lequel les sinistrés peuvent déposer leur dossier auprès du gouverneur commencera à courir et nous pourrons commencer à compter les dossiers. Les experts qui contrôleront les dossiers sont désignés et assermentés par les gouverneurs de province. Leur nombre sera proportionnel au nombre de dossiers.

Les assureurs peuvent en effet refuser d'assurer un bien situé dans une zone inondable, pour autant que le bien ait été construit plus de 18 mois après la publication de l'arrêté royal concerné. Certains assureurs offrent pourtant une couverture pour les bâtiments sis dans une zone à risque mais la prime est généralement plus élevée. Si le bien a été construit dans les 18 mois, il est assuré par la police incendie. Le Fonds des calamités n'intervient dès lors pas. Il appartient au ministre de l'Économie de décider d'organiser une concertation avec les assureurs en la matière.

06.03 Peter Logghe (VB): Je suppose que pour les nouvelles constructions érigées au cours de la période de délimitation de la zone à risque, les frais liés aux inondations seront à charge du Fonds des calamités?

06.04 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Je veux d'abord vérifier pour toute certitude.

06.05 Peter Logghe (VB): C'est précisément là que je crains que des problèmes ne se posent.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "la licence temporaire accordée à Brink's Diamond & Jewelry en lien avec la grève chez Brink's" (n° 1091)

07.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Un grave conflit social a récemment agité Brink's. Après avoir formulé des revendications étonnantes, la direction de la société a décidé de se séparer de la Brink's Diamond & Jewelry, avant de se déclarer en faillite.

La faillite a été suspendue par le tribunal. Entre-temps, vous aviez accordé à Brink's Diamond & Jewelry une licence temporaire pour le transport de fonds. Sur base de quels éléments avez-vous accordé cette licence? Comptez-vous la renouveler? C'est un secteur très sensible, où les très travailleurs risquent leur vie tous les jours. Ils ont très mal perçu cette première licence.

07.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Conformément à l'article 4, § 1, de la loi réglementant la sécurité privée et particulière, aucune entreprise ne peut exercer des activités de sécurité si elle n'a pas été agréée par le ministre de l'Intérieur.

Un agrément n'est donné qu'après l'avis de plusieurs autorités, parmi lesquelles le procureur du Roi et la Sûreté de l'État. L'entreprise doit aussi démontrer qu'elle répond aux conditions minimales fixées (nombre de personnes formées et moyens techniques et d'infrastructure).

Pour ne pas hypothéquer certaines activités, le Roi peut, en cas d'incorporation d'une branche d'activité dans une nouvelle personnalité juridique, autoriser la nouvelle entité à continuer des activités bénéficiant de l'autorisation initiale, avant la décision relative à la nouvelle demande d'autorisation.

Je suis de près l'évolution de la situation.

Avant-hier, j'ai appris que Brink's Diamond & Jewelry et Brink's Global Services ont trouvé un accord pour certains transports et qu'une autorisation me serait demandée en ce sens.

Dans ce genre de situation, la loi est toujours appliquée et les demandes toujours examinées avant de prendre une décision. Une autorisation temporaire a été donnée à Brink's Diamond & Jewelry. Ensuite, le tribunal du commerce de Bruxelles a rendu un arrêt suivant lequel l'acte de vente à la base d'une autorisation temporaire, était suspendu, ce qui a entraîné une suspension de la licence. Une nouvelle demande a été introduite et nous l'examinons afin de vérifier si elle est recevable d'un point de vue juridique.

07.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): La situation a évolué depuis. Si la demande émane des acteurs, y compris des curateurs de Brink's, elle peut être considérée comme légitime. Mais l'octroi d'une licence temporaire à cette filiale dont même l'acte de vente a été suspendu est un mauvais signal: on donne une récompense à un patronat qui ne respecte pas les travailleurs.

L'incident est clos.

Le président: La question n° 1097 de Mme Galant est inscrite à l'ordre du jour pour la deuxième fois et elle est même prioritaire aujourd'hui. En raison de l'absence Mme Galant, sa question est considérée comme retirée.

08 Question de M. Bert Maertens à la ministre de l'Intérieur sur "le harcèlement, la violence et le harcèlement sexuel au sein des services de police" (n° 1200)

08.01 Bert Maertens (N-VA): Un arrêté royal paru en 2002 a défini comment lutter contre le harcèlement sexuel au travail. Au cours des dernières années, des enquêtes ont-elles été organisées au sein des services de police sur le harcèlement sexuel au travail? Quelle politique est menée au sein des services de police en ce qui concerne cette problématique, tant en matière de prévention que de traitement des problèmes? De quelle formation les personnes de confiance désignées bénéficient-elles? Comment le nombre de personnes de confiance est-il fixé au sein de la police? Existe-t-il un guichet central – interne ou externe – consacré à cette problématique au sein de la police? De quelle manière les membres du personnel sont informés des règles et procédures en vigueur?

Depuis 2002, la loi a fixé la procédure de plainte, la désignation d'un conseiller en prévention et de personnes de confiance sur le lieu de travail. Depuis l'instauration de ce système, quelle est l'évolution du nombre de plaintes enregistrées auprès des personnes de confiance, du nombre de plaintes formelles recevables auprès du conseiller en prévention, du nombre de plaintes enregistrées auprès de l'inspection médicale et du nombre de plaintes judiciaires?

08.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Ma réponse ne porte que sur la police fédérale. Nous n'avons pas eu le temps de nous renseigner auprès des 196 zones de police. Le personnel des corps de police locale relève des services internes de prévention et de protection au travail.

Aucune enquête relative au harcèlement sexuel au travail n'a été organisée au sein de la police fédérale. En 2006, une enquête a toutefois été menée sur le stress en collaboration avec la KUL, qui a montré que peu de cas de harcèlement ont été signalés.

La politique menée en la matière à la police fédérale est basée sur la prévention et sur l'organisation de points de contact. Dans cette optique, il a été décidé de créer un service psychosocial au sein du service interne de protection au travail. Ce service se compose de deux sections: l'équipe "stressteam", au sein de laquelle des psychologues et des assistants sociaux accueillent et accompagnent les collaborateurs confrontés à des problèmes psychosociaux, et la section de prévention, qui regroupe les conseillers en prévention et les personnes de confiance.

La police fédérale dispose de 125 personnes de confiance, toutes volontaires, réparties sur l'ensemble du territoire belge. Les membres de la police fédérale peuvent faire appel à une personne de confiance de leur choix indépendamment du lieu où ils sont employés. Les formations sont données en interne une à deux fois par an et sont conformes aux dispositions contenues dans l'arrêté royal du 17 mai 2007. La formation d'une personne de confiance dure quatre jours.

En ce qui concerne le point de contact central, il peut être fait appel au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale. Les procédures ont été expliquées au personnel par le biais d'une note interne approuvée par le Comité supérieur de concertation. Les organisations syndicales représentatives ont été associées à ce processus. Diverses sessions d'information sont également données actuellement.

Je communiquerai les chiffres relatifs aux plaintes formelles et informelles au secrétariat de la commission. Le nombre de plaintes formelles est en baisse, tandis qu'on note une hausse du nombre de plaintes informelles. Cette évolution s'explique par la réactivation du réseau des personnes de confiance et par la nouvelle formation, l'accent étant mis sur la prévention. Quant au nombre de plaintes enregistrées à l'inspection médicale et de plaintes judiciaires, je vous renvoie respectivement à la ministre de l'Emploi et au ministre de la Justice.

L'incident est clos.

09 Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "la 79^e assemblée générale d'Interpol" (n° 1217)

09.01 André Frédéric (PS): Lors de la 79^e assemblée générale d'Interpol, voici quelques semaines à Doha, plusieurs décisions importantes ont été prises. Parmi ces décisions, il y a l'implantation du complexe mondial d'Interpol à Singapour en vue du renforcement de la lutte contre la cybercriminalité. En quoi consiste la "mise à disposition de locaux adaptés"? Quelle sera la plus-value pour notre pays? Cela se fera-t-il en lien avec les politiques européennes en la matière?

Avez-vous des informations au sujet du passeport Interpol – devant faciliter les déplacements des fonctionnaires dans le cadre de missions exceptionnelles – dont la création a été décidée? Quand sera-t-il disponible?

Où en est-on dans le renforcement décidé de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, le trafic

d'êtres humains et de migrants, les atteintes à l'environnement et la contrefaçon de produits médicaux? Des décisions ont-elles été prises? Lesquelles? Des liens avec les politiques européennes ont-ils été mis en exergue?

09.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La mise à disposition de locaux intervient dans le cadre de la création d'un nouveau complexe mondial d'Interpol à Singapour, dont l'installation est prévue pour 2014 au plus tôt et qui travaillera suivant trois grands axes: soutien opérationnel, recherche-développement et formation.

Au sein d'Interpol, les politiques européennes sont notamment assurées par la Conférence régionale européenne, qui se réunit annuellement.

Le document de voyage vise à accorder notamment au secrétariat général, aux organes de gestion et aux bureaux centraux nationaux un régime spécial en matière de visa. Très peu de pays ont examiné la question à ce jour. Le document est déjà disponible.

Interpol appuie la coopération policière d'abord par ses fonctionnalités: réseau sécurisé et banque de données mondiale, appui aux situations de crise et formation du personnel. Il n'y a pas eu de discussion générale ou de décision concernant la lutte contre le terrorisme mais bien des exposés spécifiques. En matière de traite des êtres humains et des migrants, une résolution demande d'accroître les échanges d'informations à l'aide d'un formulaire structuré. Une résolution a également invité les États membres à pérenniser la lutte contre les atteintes à l'environnement. Une autre résolution demande aux États membres de considérer la lutte contre les contrefaçons médicales comme une priorité et de mettre des ressources à la disposition du secrétariat général dans ce but.

Enfin, le directeur d'Europol est intervenu au sujet de la coopération avec Interpol.

09.03 André Frédéric (PS) La réponse de la ministre donne des éléments concrets qui mettent en évidence l'utilité de ces rencontres, dont on doute parfois un peu.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Sonja Becq à la ministre de l'Intérieur sur "la tenue des registres de population en ce qui concerne la transcription correcte du nom" (n° 1241)

10.01 Sonja Becq (CD&V): Pour la conservation des données dans les registres de population, le SPF Intérieur impose d'orthographier correctement le nom de famille et les prénoms et de faire la différence selon qu'il s'agit d'une personne née en Belgique ou non. Dans le premier cas, il faut se baser sur l'acte de naissance, dans le second les noms doivent être reproduits tels qu'ils figurent sur la carte d'identité nationale et dans l'acte de naissance. Pour les étrangers qui acquièrent la nationalité belge, cela implique qu'ils sont enregistrés dans un premier temps sur la base de leur passeport, puis sur la base de leur acte de naissance. Pourquoi cette différence? La VVSG, la VLAVABBS, le SPF Justice et d'autres parties concernées ont-ils été consultés lors de la définition des consignes? Cette différence ne générera-t-elle pas une insécurité juridique et une multiplication des problèmes d'identification? Quelle orthographe adopter lorsqu'un étranger né à l'étranger souhaite se marier en Belgique mais qu'il existe une différence entre l'acte de naissance et la carte d'identité nationale? Y a-t-il souvent des contradictions entre les noms consignés dans un registre et dans l'autre?

10.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Pour les Belges, les données d'identité sont effectivement extraites de l'acte de naissance, conformément au décret.

(*En français*) "Aucun citoyen ne pourra porter de nom ou de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance."

(*En néerlandais*) Ce décret date de l'époque napoléonienne, alors que les citoyens se déplaçaient beaucoup moins qu'aujourd'hui. Pour les étrangers nés à l'étranger, les autorités belges se basent sur les éléments figurant sur la carte d'identité nationale ou sur le passeport, dont la valeur probante l'emporte sur celle des actes de l'état civil. Pour les étrangers nés en Belgique, les données relatives à leur identité sont retranscrites à partir des actes de naissance belges.

Les instructions générales du SPF Intérieur ont été élaborées après concertation avec l'Office des Étrangers, l'Union des Villes et Communes belges (UVCB) et les communes elles-mêmes. Début 2011, des réunions d'évaluation sont prévues avec l'UVCB, l'Office des Étrangers et le SPF Justice.

La mesure qui tend à faire utiliser le passeport ou la carte d'identité nationale comme source pour l'inscription des étrangers renforce la sécurité juridique parce que ces documents répondent à des normes nationales et internationales et qu'ils sont vérifiables. Le projet *Strengthening Architectures for the Security of Identification of Natural Persons in the EU* a été développé dans la perspective de la présidence belge du Conseil de l'UE. Il a fourni à la Belgique un tableau d'évaluation des risques qui servira de base pour définir une stratégie européenne contre la fraude à l'identité.

Lorsqu'un étranger né à l'étranger se marie en Belgique, la déclaration de mariage est rédigée sur la base de son passeport ou de sa carte d'identité nationale. Actuellement, on ne dispose pas de statistiques concernant de possibles contradictions au niveau des noms dans les différents documents.

10.03 Sonja Becq (CD&V): La ministre annonce qu'elle prendra contact avec le SPF Justice dans le cadre de l'évaluation. Les problèmes résultent selon moi du fait qu'il n'était pas associé à la phase initiale. Il faut une communication claire au bénéfice de ceux qui subissent les nuisances.

L'incident est clos.

11 Question de M. Laurent Devin à la ministre de l'Intérieur sur "les conventions de sécurité routière pour l'année 2011" (n° 1257)

11.01 Laurent Devin (PS): Les états généraux de la Sécurité routière ont abouti, en février 2002, à plusieurs recommandations, sur la base desquelles le gouvernement a apporté, par des conventions, une aide financière aux zones pour qu'elles puissent développer de nouvelles actions en matière de sécurité routière. Ces conventions et les moyens financiers qui en découlent sont des outils importants de la politique de sécurité de chaque zone de police. Or, il semble que les conventions pour 2011 n'ont toujours pas été avalisées par l'Intérieur. Quand donc seront-elles signées par vos services?

11.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): L'obligation de me communiquer les plans d'actions des zones de police en matière de sécurité routière a été abrogée par la loi-programme du 8 juin 2008. Cette simplification administrative s'imposait. Depuis, les zones de police reçoivent chaque année un montant déterminé par un arrêté ministériel. Le *Moniteur belge* du 26 novembre 2010 a publié celui relatif à l'année 2010. Pour 2011, les montants ne sont pas encore connus, puisque le ministre des Finances communique en début d'année le montant attribué au fonds pour l'année considérée.

11.03 Laurent Devin (PS): En tant que chef de ma zone de police, il m'est difficile d'élaborer le budget de 2011 sans connaître le montant à y inscrire.

L'incident est clos.

12 Question de M. Raf Terwingen à la ministre de l'Intérieur sur "la formation des policiers dans le cadre de l'accompagnement des victimes d'abus sexuel" (n° 1279)

12.01 Raf Terwingen (CD&V): Au sein de la commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels, il s'est avéré que des problèmes se posent lorsque les victimes portent plainte. Plusieurs services de police insistent même pour que ce type de plaintes ne soit pas enregistré comme une plainte, mais comme une simple notification. La raison évoquée est la paperasserie excessive et le fait que l'on affirme parfois

préalablement déjà qu'il sera difficile de fournir des preuves pour étayer la plainte. Une telle situation ne constitue évidemment pas un signal positif pour les victimes. La ministre a-t-elle connaissance de telles pratiques? Que pense-t-elle de l'idée de travailler davantage avec des services de police spécialisés dans l'accueil de ce type de victimes?

12.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Je n'ai pas connaissance de telles pratiques. Il appartient à la commission spéciale de formuler éventuellement des recommandations à ce sujet. La législation et les directives des parquets ne laissent toutefois aucune marge de manœuvre à la police pour effectuer des jugements. Par ailleurs, le parquet juge le procès-verbal de la police quant au fond et non pas sur la base de la qualification "déclaration" ou "plainte". Un abus sexuel ne constitue en outre pas une infraction qui doit faire l'objet d'une plainte mais il est poursuivi d'office.

Ces dernières années, la police a livré des efforts considérables en matière d'aide aux victimes. L'assistance aux victimes, y compris le problème de la violence sexuelle, fait partie tant de la formation de base que des formations continuées. Il existe ainsi une formation spécifique relative à la première enquête policière pour les victimes adultes de délits de mœurs, afin d'affiner l'empathie de l'agent de police.

De la sorte, la police peut procéder à l'enregistrement efficace d'une audition qui pourra ensuite servir de base à l'enquête, sans engendrer de traumatisme supplémentaire pour la victime. Ces formations continuées ont déjà été suivies par 990 francophones et 1 255 néerlandophones. Dans le cas d'abus sexuels, il sera prioritairement fait appel à ces personnes. L'audition de victimes de ce type est assortie de dispositions particulières, telles que le recours à des techniques audiovisuelles.

12.03 Raf Terwingen (CD&V): Je suppose en effet que la commission formulera une série de recommandations. La création d'une sorte de service volant d'agents spécialisés constituerait déjà une belle initiative, pour que partout en Belgique, on puisse s'adresser à un interlocuteur familiarisé avec cette matière et capable d'assurer une prise en charge correcte de la victime.

L'incident est clos.

13 Question de M. Raf Terwingen à la ministre de l'Intérieur sur "les nuisances liées à la drogue dans l'Euregio" (n° 1281)

13.01 Raf Terwingen (CD&V): Il y a deux ans, une étude a été consacrée à la criminalité liée à la drogue dans l'Eurorégion Meuse-Rhin. L'ancien ministre de l'Intérieur, Patrick Dewael, avait promis dans la foulée de mettre à disposition 60 agents de police mais son successeur, Guido De Padt, a ensuite nié que cet engagement avait été pris. Quelles suites ont été ou seront réellement réservées à cette étude?

13.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Je me réfère à ma réponse du 27 octobre 2009 à une question identique de M. Terwingen.

Le 28 août 2009, j'ai parlé avec le bourgmestre de Lanaken ainsi qu'avec une délégation de l'Eurorégion. Des opérations antidrogue sont menées à intervalles réguliers depuis octobre 2009, au rythme de six à huit opérations par mois, en concertation avec les DirCo de Hasselt et Tongres, et avec les zones de police de Lanaken, Fourons, Bilzen, Hoeselt et Riemst, et moyennant une mobilisation optimale de la police des routes, des chiens renifleurs et du corps d'intervention du Limbourg. Ces opérations sont pilotées par la concertation provinciale de sécurité. Un réaménagement du Corps central d'intervention de la police fédérale à l'échelon des DirCo de Hasselt et Tongres a permis d'offrir des possibilités beaucoup plus étendues sur le plan de la mobilisation du corps d'intervention dans le cadre de missions transfrontalières prioritaires. Une collaboration améliorée permet déjà d'enregistrer des résultats très substantiels.

L'incident est clos.

14 Questions jointes de

- **Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "les zones de police" (n° 1295)**

- **M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "les prestations nocturnes de la police" (n° 1299)**

14.01 Leen Dierick (CD&V): Il ressort d'une étude récente qu'en Région flamande, un seul agent de police

veille à la sécurité nocturne de quelque 13 000 citoyens. La proportion passe à 1 pour 9 700 le week-end. C'est insuffisant. La ministre a dès lors proposé de regrouper des zones de police. Cependant, cette mesure n'augmente pas la capacité opérationnelle en zone rurale.

Comment des zones de police plus vastes peuvent-elles remédier à ce problème? Cette situation n'est-elle pas contraire au principe général de base selon lequel tous les citoyens ont droit à des services équivalents? Le problème de la disponibilité ne revient-il pas toujours à la rigidité du statut et au manque de capacité opérationnelle?

14.02 Koenraad Degroote (N-VA): En fusionnant les petits corps, en réduisant la paperasserie et en instaurant la rémunération fonctionnelle, il serait possible de remédier au problème du manque de policiers dans la rue la nuit. Les normes minimales de la circulaire PLP 10 sont-elles atteintes partout? Ces normes sont-elles suffisantes? Des demandes de fusions ont-elles déjà été introduites? De telles demandes peuvent-elles encore être introduites après janvier 2011? Procédera-t-on également à des fusions obligatoires? La charge administrative devait diminuer de 7 %. Y est-on parvenu?

14.03 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Le chef de corps de la police locale est responsable pour le fonctionnement du corps et pour le service minimum garanti. La fonctionnalité d'intervention est une des sept fonctionnalités de base et consiste à pouvoir traiter tous les appels dans un délai adéquat. Étant donné les différences entre les zones, aucune norme fédérale n'est imposée en ce qui concerne les temps d'arrivée. Les zones locales doivent se mettre d'accord sur ce point et l'inclure dans un plan de sécurité zonal.

En effet, ces temps d'arrivée posent problème, surtout dans les zones rurales ou les zones peu peuplées, où il y a donc moins d'agents de police. Pour un corps qui doit surveiller un large territoire, et qui ne dispose que d'une soixantaine d'agents, il est difficile de garantir les interventions nocturnes.

Ce problème pourrait être résolu en fusionnant certaines zones de police. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a autorisé une fusion sur la base d'une démarche volontaire. C'est ainsi que Lanaken et Maasmechelen ont fusionné afin de pouvoir mieux s'attaquer au problème de drogue transfrontalier. Nous avons fait le choix de ne pas rendre la fusion obligatoire quoique cela puisse être une solution pour certaines zones.

Le travail du week-end et le travail de nuit impliquent un surcoût, ce qui est de nature à freiner la mobilisation des agents. Offrir une rémunération supplémentaire n'est pas une erreur mais il serait opportun de faire en sorte que certaines primes qui sont le résultat d'une évolution historique soient basées sur les besoins opérationnels réels. L'instauration d'une rémunération fonctionnelle pourrait y contribuer.

Je ne pense pas qu'une directive ministérielle complémentaire soit nécessaire. Les zones résolvent elles-mêmes les problèmes en concluant des accords de collaboration parfaitement opérants.

Seule la police fédérale a l'obligation de constituer et d'entretenir une réserve nationale dans le cadre de sa fonction d'appui.

J'ai l'intention de réduire encore la charge de travail administratif. Actuellement, nous listons les différentes missions, qui sont essentiellement de nature administrative, de la police locale. Dans une phase ultérieure, nous vérifierons si ces missions doivent bien être effectuées par la police. Je songe à la mission consistant à dresser un inventaire des bâtiments inoccupés ou des animaux errants.

Je suis pour la fusion des zones de police. Ces fusions ne peuvent que comprimer les coûts indirects. Toutefois, il n'entre pas dans mes intentions de rendre ces fusions obligatoires. Le gouverneur du Brabant flamand m'a demandé récemment de lancer un projet en matière d'accroissement d'échelle par association. Si une avancée supplémentaire peut être réalisée grâce à un tel projet, j'y prêterai volontiers mon concours.

14.04 Leen Dierick (CD&V): Un accroissement d'échelle peut avoir un effet positif sur le plan budgétaire mais je ne suis pas convaincue qu'il conduit nécessairement à une amélioration du service. Dans les régions rurales, un accroissement d'échelle est souvent synonyme de détérioration du service.

14.05 Koenraad Degroote (N-VA): Je pense que les normes minimales doivent être davantage calibrées en fonction des nécessités opérationnelles. J'espère que la promesse concernant la diminution de la charge administrative ne restera pas lettre morte.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 1320 de M. Van Hecke est transformée en question écrite. Les questions n°s 1313, 1277, 1230 et 1207 de MM. Gilkinet, Clarinval, Schoofs et Thiébaud sont reportées.

La réunion publique est levée à 12 h 10.

De vergadering wordt geopend om 10.16 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "open data bij de overheid" (nr. 111)

01.01 Peter Dedecker (N-VA): Toen de NMBS iRail off line liet halen, bood de minister van Ondernemen via Twitter aan de ontwikkelaar aan hem te helpen. Deed de minister dat in zijn hoedanigheid van minister of als privé-persoon? Zijn de publieke data van de NMBS en de data van alle overheidsbedrijven volledig openbaar? Welke initiatieven neemt de minister om hierover duidelijk aan de bevolking en potentiële ontwikkelaars van andere applicaties te communiceren? Is een databank die het publieke belang dient, een doel of eerder een middel? In hoeverre is het voor de minister wenselijk om alle publieke data van overheidsbedrijven te ontsluiten via API, al dan niet tegen een kostprijs?

01.02 Minister Vincent Van Quickenborne (*Nederlands*): Ik heb de ontwikkelaar inderdaad gesuggereerd om zijn actie verder te zetten en dat heeft hij ook gedaan. Als steun heb ik hem in contact gebracht met de NMBS. De conclusie van de vergadering is dat de NMBS iRail niet langer onder vuur zou nemen. Het is een goede zaak dat de juridische actie wordt gestaakt. Er is ook over de applicatie als zodanig gediscussieerd. Dat heeft ertoe geleid dat de NMBS sinds kort een eigen – en goede – applicatie heeft opgestart. Hoe meer applicaties er bestaan, hoe beter.

Inzake informatieverstrekking bestaat er een instructie van de kanselarij van de eerste minister over informatieplicht, onder de naam *Visie en Opdrachten in externe communicatie*.

Ik ben een voorstander van open data, maar er moeten wel afspraken gemaakt worden over het al dan niet commerciële gebruik. Als de data niet worden aangewend met een lucratief doel, moeten ze door de overheid ter beschikking kunnen worden gesteld zonder kosten aan te rekenen.

Het probleem is ook hier dat de regering in een periode van lopende zaken is. Ik heb toch contact gehad met Fedict om te kijken of wij desgevallend een circulaire kunnen opstellen. In afwachting van die circulaire is Fedict bereid om elke individuele of collectieve ontwikkelaar die gebruik wil maken van data van de overheid, daartoe bijstand te verlenen. Tot nu toe heeft Fedict daarover geen vragen ontvangen.

Voorts staan alle overheidsdiensten *deep linking* toe.

Het probleem van open data bestaat vandaag ook bij de Gewesten en de Gemeenschappen en de instanties voor openbaar vervoer. Het zou goed zijn mocht men ook op andere niveaus initiatieven nemen.

Landen als het Verenigd Koninkrijk staan hierin veel verder. De terughoudendheid bij ons is moeilijk aanvaardbaar, want de ervaringen met applicaties als iRail zijn heel positief.

01.03 Peter Dedecker (N-VA): Het klopt dat het probleem zich niet beperkt tot de federale overheid. In het Vlaams Parlement is er al een afspraak over een initiatief. Er moeten uiteraard afspraken gemaakt worden over privacy, maar ik vind het op zich niet verkeerd dat een bedrijf met een aangemaakte interessante applicatie waarbij overheidsdata worden gebruikt, winst maakt.

01.04 Minister Vincent Van Quickenborne (*Nederlands*): De Kruispuntbank voor de Ondernemingen, een belangrijk instrument om te vereenvoudigen, wordt vaak gebruikt door organisaties als Graydon voor de

studies die zij maken en verkopen. Als overheid moet men ook zien dat men zijn data valoriseert. Men moet wel onderscheid maken tussen degenen die dat doen op basis van geldgewin of niet. We moeten ook bekijken of bepaalde data daarvoor al dan niet nuttig zijn.

01.05 **Peter Dedecker** (N-VA): Is de vraag niet veeleer wat het doel is van de overheid om die data te registreren dan wat een andere organisatie daarmee doet?

01.06 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Dat is juist, maar we mogen ter zake ook niet naïef zijn.

01.07 **Peter Dedecker** (N-VA): Indien de overheid moet investeren om dergelijke zaken publiek te maken, is een vergoeding uiteraard verantwoord. Voor zaken die al publiek zijn, lijkt me dat delicaat.

01.08 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): De Kruispuntbank voor Ondernemingen is een dienst die nogal wat ambtenaren en investeringen nodig heeft. Ofwel wentelen we de investeringen af op de belastingbetaler, ofwel op gebruikers die van de applicatie lucratief gebruikmaken.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de beveiliging van het Belgische .be toplevel domein" (nr. 886)**

02.01 **Peter Dedecker** (N-VA): De vzw DNS.be beheert het Belgische .be-domein. Door een efficiënte werking kon men de kosten voor de registratie van een .be domeinnaam drukken, maar door lage prijzen, snelle procedures en het gebrek aan voorwaarden voor registratie en identiteitscontrole is het .be-domein echter ook heel aantrekkelijk geworden voor spammers en phishers. Hierdoor staat het .be-domein internationaal gekend als spam- en phishingdomein en klasseren spam- en andere filters berichten die afkomstig zijn van een .be-domeinnaam, sneller als ongewenst of gevaarlijk. Welke verdere oorzaken liggen aan de basis van de misbruiken en welke oplossingen ziet de minister? Legt de Belgische overheid voorwaarden op of laat zij DNS.be expliciet vrij? Zijn er in de beheersovereenkomst met DNS.be afspraken gemaakt over een kwaliteitswaarborg of kwaliteitsmetingen voor het .be-domein inzake spam- en phishingrankings?

02.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): In een rapport van oktober 2010 blijkt dat het .be-domein nu betere scores krijgt. Een ouder rapport vermeldt als oorzaak van de – toenmalige – slechte score de activiteiten van de zogenaamde Avalanche-group, een criminele groepering die het internet probeert te exploiteren voor malafide praktijken. Nu blijken er geen specifieke problemen meer te zijn inzake phishing, omdat de vzw medio 2010 daartegen zelf maatregelen heeft genomen.

DNS.be legt zelf de regels vast voor het registratiebeleid. Er wordt gewerkt volgens het 'first come first served'-principe en met respect voor de rechten van derden. Beperkende toegangsvoorwaarden blijken veeleer contraproductief. Er is geen beheersovereenkomst afgesloten tussen de Belgische overheid en DNS.be. De overdracht van de opdracht werd destijds begeleid door de Belgische telecomregulator BIPT en in de raad van bestuur zetelen ook vertegenwoordigers van BIPT en van de FOD Economie. De raad van bestuur heeft onlangs beslist om in 2011 nog nauwer toe te zien op de kwaliteit en de veiligheid van het domein. Ik ben ervan overtuigd dat de betere scores van het laatste rapport zullen worden bevestigd.

In het raam van de omzetting naar het Belgisch recht van het telecompakket is ook vastgelegd dat het BIPT regelmatig een kopie krijgt. In uiterste nood zal de regulator hierdoor het beheer van de domeinnamen kunnen overnemen.

02.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Welke maatregelen heeft DNS.be genomen in het kader van Avalanche? En wat als er weer een criminele groep opduikt?

02.04 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): De maatregelen waren alleszins niet enkel tegen Avalanche gericht, maar dienen om phishing tegen te gaan. De technische details wil ik de heer Dedecker wel bezorgen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de administratieve vereenvoudiging in verband met het uittreksel uit de geboorteakte" (nr. 1144)

03.01 Peter Dedecker (N-VA): Sommige instanties vragen nog steeds naar een uittreksel uit de geboorteakte. De minister heeft vroeger, in zijn strijd tegen Kafka, nochtans initiatieven genomen om die verplichting te schrappen. Kan de minister een overzicht geven van de gevallen waarin de verplichting officieel is afgeschaft?

03.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Volgens de wet op het Rijksregister kan de burger, eens zijn gegevens in dat register staan, niet meer verplicht worden om ze opnieuw mee te delen. Omdat die wet niet alles oploste, hebben we in 2007 een wijziging doorgevoerd die ervoor zorgt dat de gegevens in het Rijksregister als juist worden beschouwd, tot bewijs van het tegendeel. Dat om te vermijden dat organisaties geen genoegen nemen met de gegevens in het Rijksregister en om aktes vragen. Dat was de eerste stap.

De tweede stap is het ministerieel besluit waarin staat dat in een twintigtal concrete gevallen de geboorteakte niet meer moet worden opgevraagd. Ik heb de lijst hier bij me.

De akten vallen onder Justitie en het Rijksregister onder Binnenlandse Zaken, waardoor het historisch gegroeid is dat je nu eens de ene set gegevens, dan de andere moest voorleggen. Dat is natuurlijk absurd omdat de geboorteakte en de identiteitskaarten precies dezelfde gegevens bevatten.

Geboorteakten worden maar in drie gevallen meer opgevraagd: als er twijfel is over de gegevens in het Rijksregister – maar dat komt heel zelden voor –, als personen niet in het Rijksregister zijn opgenomen omdat ze niet in een Belgische gemeente zijn ingeschreven en in specifieke gerechtelijke procedures, zoals bijvoorbeeld naturalisaties.

Wij hebben ervoor gezorgd dat diensten voortaan elkaar bevragen in plaats van de burgers hiermee lastig te vallen. Ze kunnen dat doen via het Rijksregister of als ze dat echt willen, via de aktes.

Verder hebben we gemeentebesturen gevraagd te melden in welke gevallen geboorteaktes nog worden gevraagd. Aan de hand van die meldingen proberen we dat geval per geval op te lossen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de implementatie van de tweede fase van het eBirth-project en implementatie van eDeath" (nr. 1242)

04.01 Sonja Becq (CD&V): De eerste fase van het eBirth-project, waarbij ziekenhuizen en zorgverleners de geboortegegevens digitaal doorsturen naar de burgerlijke stand, zou midden 2011 afgerond moeten zijn. In de tweede fase worden de gegevens geautomatiseerd, zodat de administratieve rompslomp bij de geboorte van een kind vermindert.

Hoever staat de implementatie van de eerste fase? Hoe zal, in de tweede fase, de gegevensuitwisseling verlopen? Krijgt het Rijksregister de gegevens rechtstreeks van de ziekenhuizen of van de burgerlijke stand? Wie controleert de gegevens? Zal het attest voor het verkrijgen van het kraamgeld automatisch worden toegekend, zonder dat de kersverse ouders naar het loket moeten gaan? Op welke manier gebeurt de inschrijving bij de Kruispuntbank van mensen die niet in het Rijksregister kunnen worden ingeschreven, zoals vluchtelingen? Volgt na het eBirth-project ook een eDeath-project?

04.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): De evaluaties van de eBirth-projecten in Bornem en Marche-en-Famenne zijn positief.

Er werd al contact opgenomen met de andere gemeenten en ziekenhuizen om het systeem uit te breiden tot het hele grondgebied.

Via eBirth wordt de informatie doorgestuurd naar de diensten van de burgerlijke stand. Zij zijn verantwoordelijk voor de kwaliteit van de informatie en sturen die door naar het Rijksregister. De ouders zullen de geboorte van hun kind moeten blijven aangeven, maar de papieren formulieren voor het ziekenfonds en het kinderbijslagfonds vallen weg. De burgerlijke stand zorgt zelf voor de opname in het Rijksregister, of in het Rijksregister-bis als de creatie in het Rijksregister niet mogelijk is.

In december 2010 begint Fedict met de analyse van de verwerking van overlijdensaangiften. Op basis daarvan worden verschillende scenario's uitgewerkt voor een concreet project en worden er lastenboeken opgesteld. Het project zal voor het einde van 2011 kunnen worden gedefinieerd en gevalideerd.

04.03 Sonja Becq (CD&V): Er wordt dus al gewerkt met andere gemeenten dan de twee gemeenten van het proefproject. Betekent dit dat de eerste fase midden 2011 afgerond zal zijn?

04.04 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Voorlopig gebeurt de medewerking nog op vrijwillige basis. Pas als eBirth verplicht wordt ingevoerd, zal de administratieve rompslomp overal verdwenen zijn. Ik zal bij Fedict navragen welke projecten op dit ogenblik lopen en wanneer het systeem verplicht wordt.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Maya Detiège aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanvraagprocedure voor de Kids-ID" (nr. 1077)

05.01 Maya Detiège (sp.a): De aanvraagtermijn voor een Kids-ID is 15 dagen en de kostprijs bedraagt 3 euro. Deze zomer bleken veel mensen daarvan niet op de hoogte te zijn. Zij kwamen daardoor te laat met hun aanvraag. Uit een onderzoek van Test-Aankoop blijkt dat veel gemeenten deze mensen meteen verwezen naar de extreme spoedprocedure, die 170 euro kost. Nochtans bestaat er ook een gewone spoedprocedure, die 2 dagen in beslag neemt en 106 euro kost en is er ook nog de mogelijkheid van een gewone reispas. Dat duurt 5 dagen en kost 41 euro.

Als kan worden bewezen dat de gemeenten mensen onnodig naar een duurdere procedure hebben doorverwezen, kunnen deze mensen dan een terugbetaling van de kosten krijgen? Zal de minister ervoor zorgen dat de burgers én de gemeenten beter geïnformeerd zijn over de Kids-ID?

05.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Als de burger kan aantonen dat de gemeente hem niet de goedkoopste oplossing heeft voorgesteld, kan hij de meerkosten terugvorderen.

Mijn diensten hebben al veel inspanningen geleverd om de burgers te informeren over de Kids-ID. Voor de kerstvakantie van 2009 en de paas- en de zomervakantie van 2010 werden er advertenties geplaatst in de kranten. Dat zal deze maand opnieuw gebeuren. Er werd ook contact opgenomen met jeugdbewegingen, toeristische federaties, ziekenfondsen en gezinsbonden met het verzoek hun leden op de hoogte te brengen. Daarnaast wordt de burger ook geïnformeerd via de websites en informatiebladen van de gemeenten.

De gemeenten zijn voldoende op de hoogte van de bestaande spoedprocedures. Deze procedures werden in 2005 opgenomen in een rondzendbrief en werden nogmaals verduidelijkt in de nieuwe algemene onderrichtingen betreffende de elektronische identiteitskaarten, die begin juli 2010 naar de gemeenten is verstuurd. Ze werden ook nog eens toegelicht tijdens de provinciale informatiesessies in oktober en november. Ik zal mijn diensten vragen de gemeenten nogmaals aan de verschillende procedures te herinneren.

De basiscommunicatie die moet gebeuren, is dat mensen, of ze nu op reis gaan of niet, best een Kids-ID aanvragen, zodat ze erover beschikken als ze onverwachts naar het buitenland gaan. De Kids-ID is niet altijd verplicht, maar het is veruit de veiligste manier om met een kind te reizen. België speelt met de Kids-ID trouwens een voortrekkersrol in Europa.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de tussenkomst van de verzekeringsmaatschappijen en van het Rampenfonds" (nr. 1244)

06.01 Peter Logghe (VB): De wateroverlast van half november werd intussen erkend als natuurramp. Eens het KB is gepubliceerd, hebben de burgers drie maanden de tijd om hun dossier te zenden naar de provinciegouverneur. Na de controle door een expert heeft de overheid dan drie weken de tijd om te beslissen of de schade wordt vergoed en voor welk bedrag. Hebben de provinciegouverneurs intussen al dossiers ontvangen? Hoeveel experts zal de minister aanstellen?

Volgens bepaalde brandverzekeraars zal de schade veeleer 300 miljoen euro bedragen, terwijl vorige week nog werd gesproken over ongeveer 180 miljoen euro. Bovendien zouden bepaalde brandverzekeraars bezwaren hebben tegen het vergoeden van schade aan woningen in risicogebieden, omdat hier eigenlijk geen sprake is van onvoorzienbare omstandigheden. Is er hierover geen dringend overleg nodig met de verzekeraars?

06.02 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): Het KB tot erkenning van het noodweer als algemene ramp zal worden gepubliceerd in de komende dagen. Daarna begint de termijn te lopen waarbinnen men een dossier kan indienen bij de gouverneur en kunnen we beginnen met de telling van de dossiers. De experts die de dossiers gaan controleren, worden aangeduid en beëdigd door de provinciegouverneurs. Hun aantal zal in verhouding staan tot het aantal dossiers.

De verzekeraars kunnen inderdaad weigeren een goed te verzekeren dat gelegen is in een risicozone voor overstromingen, voor zover het werd gebouwd meer dan 18 maanden na de publicatie van het desbetreffende KB. Bepaalde verzekeraars bieden wel degelijk een dekking aan voor gebouwen in een risicozone, weliswaar vaak tegen een hogere premie. Is het goed gebouwd binnen de 18 maanden, dan is het verzekerd via de brandpolis. Het Rampenfonds komt hier dan ook niet tussenbeide. Het is aan de minister van Economie om te beslissen tot overleg met de verzekeraars over deze zaak.

06.03 Peter Logghe (VB): Ik veronderstel dat voor nieuwe constructies die gebouwd zijn binnen de periode van de afbakening van het risicogebied, de kosten van de waterellende ten laste zijn van het Rampenfonds?

06.04 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): Dat wil ik veiligheidshalve eerst navragen.

06.05 Peter Logghe (VB): Daar vrees ik namelijk voor problemen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de staking bij Brink's en de tijdelijke licentie voor Brink's Diamond & Jewelry" (nr. 1091)

07.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Onlangs woedde er een zwaar sociaal conflict bij Brink's. Nadat ze eerder een aantal eisen formuleerde die de wenkbrauwen deden fronsen, besliste de directie om Brink's Diamond & Jewelry af te stoten om zich vervolgens failliet te verklaren.

Het faillissement werd door de rechtbank opgeschort. Intussen had u aan Brink's Diamond & Jewelry een tijdelijke licentie toegekend voor waardetransporten. Op grond waarvan heeft u die licentie uitgereikt? Bent u van plan ze te verlengen? Het gaat hier om een erg delicate sector, waar het personeel dag na dag zijn leven waagt. De beslissing om een eerste licentie toe te kennen is bij het personeel niet in goede aarde gevallen.

07.02 Minister Annemie Turtelboom (*Frans*): Overeenkomstig artikel 4, § 1, van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid mag niemand de diensten van een beveiligingsonderneming aanbieden indien hij niet vooraf erkend is door de minister van Binnenlandse Zaken.

Een erkenning wordt pas uitgereikt na advies van de Veiligheid van de Staat en van de procureur des Konings. De onderneming moet ook aantonen dat ze voldoet aan de minimumvereisten inzake het aantal

opgeleide personeelsleden en inzake technische en infrastructurele middelen.

Om de voortzetting van bepaalde activiteiten niet op de helling te zetten, kan de Koning bepalen, in geval van inbreng van een bedrijfstak of wijziging van de rechtspersoonlijkheid, dat de nieuwe entiteit gedurende de periode voorafgaand aan de beslissing betreffende de vergunningsaanvraag de activiteiten van de initieel vergunde onderneming kan voortzetten.

Ik volg de situatie van nabij op.

Eergisteren heb ik vernomen dat Brink's Diamond & Jewelry en Brink's Global Services een akkoord bereikt hebben voor bepaalde transporten en dat er een vergunning in die zin zou aangevraagd worden.

In dat soort situaties wordt de wet altijd toegepast en worden de aanvragen altijd onderzocht alvorens er een beslissing genomen wordt. Brink's Diamond & Jewelry heeft een tijdelijke vergunning gekregen. In haar arrest heeft de rechtbank van koophandel van Brussel vervolgens geoordeeld dat de verkoopakte, op grond waarvan een tijdelijke vergunning wordt toegekend, geschorst werd, wat tot een schorsing van de vergunning leidde. Er werd een nieuwe aanvraag ingediend en wij onderzoeken momenteel of die uit juridisch oogpunt ontvankelijk is.

07.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Sindsdien zijn er een aantal ontwikkelingen geweest. Als de aanvraag van de betrokken partijen uitgaat, onder wie ook de curatoren van Brink's, kan hij als legitiem worden beschouwd. Maar wanneer men een tijdelijke vergunning toekent aan die dochtermaatschappij waarvan zelfs de verkoopakte werd geschorst, geeft men een fout signaal af: werkgevers die blijf geven van misprijzen voor de werknemers, worden beloond.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1097 van mevrouw Galant werd nu al voor de tweede keer geagendeerd, vandaag zelfs met prioriteit. Door de afwezigheid van mevrouw Galant beschouw ik deze vraag als ingetrokken.

08 Vraag van de heer Bert Maertens aan de minister van Binnenlandse Zaken over "pesten, geweld en OSGW bij de politiediensten" (nr. 1200)

08.01 Bert Maertens (N-VA): In 2002 werd bij KB bepaald hoe geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk (OSGW) moeten worden aangepakt. Werden er de laatste jaren binnen de politiediensten enquêtes georganiseerd over pestgedrag en OSGW? Welk beleid wordt er ter zake bij de politiediensten gevoerd, zowel op het vlak van preventie als op het vlak van de behandeling van de problemen? Welke vorming krijgen de aangestelde vertrouwenspersonen? Hoe wordt het aantal vertrouwenspersonen bij de politie vastgelegd? Is er bij de politie een centraal meldpunt – intern of extern – voor deze problematiek? Op welke manier worden de personeelsleden ingelicht over de geldende regels en procedures?

Sinds 2002 is de klachtenprocedure wettelijk verankerd, alsook de aanduiding van een preventieadviseur en vertrouwenspersonen op het werk. Wat is sinds de invoering van dit systeem de evolutie van het aantal meldingen bij de vertrouwenspersonen, van het aantal formele ontvankelijke klachten bij de preventieadviseur, van het aantal klachten bij de medische inspectie en van het aantal gerechtelijke klachten?

08.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Mijn antwoord heeft enkel betrekking op de federale politie. Wij hebben geen tijd gehad om informatie op te vragen bij de 196 politiezones. Het personeel van de korpsen van de lokale politie valt onder de verantwoordelijkheid van de eigen interne dienst voor preventie en bescherming op het werk.

Bij de federale politie werden geen enquêtes georganiseerd over pestgedrag en OSGW. In 2006 was er wel een stressenquête in samenwerking met de KUL, waaruit bleek dat er weinig meldingen werden gemaakt van pestgedrag.

Het beleid bij de federale politie is afgestemd op preventie en op aanspreekpunten. Daarvoor werd gekozen voor de oprichting van een psychosociale dienst binnen de interne dienst voor bescherming op het werk. Deze dienst bestaat uit twee afdelingen. Enerzijds is er het stressteam waar psychologen en maatschappelijk assistenten instaan voor de opvang en begeleiding van medewerkers met psychosociale problemen. Anderzijds is er de sectie preventie met de preventieadviseurs en de vertrouwenspersonen.

De federale politie beschikt over 125 vertrouwenspersonen, verdeeld over het volledige Belgische grondgebied, allemaal vrijwilligers. Alle leden van de federale politie kunnen, ongeacht waar ze tewerkgesteld zijn, beroep doen op een vertrouwenspersoon naar keuze. De opleidingen worden één- tot tweemaal per jaar gegeven in eigen beheer en ze voldoen aan de voorschriften van het KB van 17 mei 2007. De opleiding van een vertrouwenspersoon beslaat vier dagen.

Wat het centrale meldpunt betreft kan beroep gedaan worden op de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. De procedures werden bij het personeel kenbaar gemaakt via een interne nota, na goedkeuring door het Hoog Overlegcomité, met de representatieve syndicale organisaties. Tevens worden er diverse informatiesessies gegeven.

De cijfers in verband met formele en informele klachten zal ik bezorgen aan het commissiesecretariaat. De formele klachten gaan in dalende lijn, maar de informele klachten stijgen. Dat is te verklaren door de reactivering van het netwerk van vertrouwenspersonen en de vernieuwde opleiding waarbij nadruk wordt gelegd op preventief optreden. Wat betreft het aantal klachten bij de medische inspectie, verwijs ik naar de minister van Werk, voor het aantal gerechtelijke klachten verwijs ik naar de minister van Justitie.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer André Frédéric aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de 79e algemene vergadering van Interpol" (nr. 1217)

09.01 André Frédéric (PS): Op de 79^e algemene vergadering van Interpol, die enkele weken geleden in Doha plaatsvond, werden er diverse belangrijke beslissingen genomen. Een daarvan is de oprichting van het *Interpol Global Complex* in Singapore om de strijd tegen cybercriminaliteit op te voeren. Wat houdt de terbeschikkingstelling van aangepaste lokalen precies in? Welke meerwaarde zal dat voor ons land hebben? Zal er daarbij rekening worden gehouden met het Europese beleid ter zake?

Interpol heeft beslist een paspoort in te voeren om de verplaatsingen van de ambtenaren in het kader van uitzonderlijke missies vlotter te laten verlopen. Beschikt u over informatie over dat paspoort? Wanneer zal het beschikbaar zijn?

Wat is de stand van zaken met betrekking tot de samenwerking op het stuk van terrorismebestrijding, mensenhandel en migrantensmokkel, milieudelicten en namaakgeneesmiddelen? Werden er beslissingen genomen en zo ja, welke? Werden er verbanden gelegd met het Europese beleid?

09.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Er worden lokalen ter beschikking gesteld in het kader van de oprichting van een nieuw *Interpol Global Complex* in Singapore. Dat complex zou ten vroegste in 2014 operationeel zijn en de activiteiten zullen rond drie grote thema's draaien: operationele ondersteuning, onderzoek en ontwikkeling, en opleiding.

De afstemming tussen Interpol en het Europese beleid gebeurt op de Europese regionale conferentie, die een keer per jaar wordt gehouden.

Het reisdocument is met name bedoeld om het secretariaat-generaal, de beheersorganen en de nationale centrale bureaus een bijzondere regeling inzake visa toe te kennen. Heel weinig landen hebben tot nu toe de kwestie onderzocht. Het document is reeds beschikbaar.

Interpol ondersteunt de politionele samenwerking op de eerste plaats door de instrumenten waarover het beschikt: beveiligd netwerk en wereldwijde databank, ondersteuning in crisissituaties en opleiding van het

personeel. Er werd geen algemeen debat georganiseerd en er zijn geen beslissingen getroffen met betrekking tot de strijd tegen het terrorisme, maar er werden specifieke uiteenzettingen gehouden. Wat de mensenhandel en de migrantensmokkel betreft, wordt er in een resolutie toe opgeroepen meer informatie uit te wisselen met behulp van een gestructureerd formulier. In een andere resolutie worden de lidstaten ertoe aangespoord de strijd tegen milieudelicten duurzaam te verankeren. In nog een andere resolutie wordt de lidstaten gevraagd van de strijd tegen namaakgeneesmiddelen een prioriteit te maken en daartoe de nodige middelen ter beschikking te stellen van het secretariaat-generaal.

Ten slotte heeft de directeur van Europol het gehad over de samenwerking met Interpol.

09.03 André Frédéric (PS): In haar antwoord reikt de minister concrete gegevens aan, waaruit het nut van dergelijke ontmoetingen blijkt. In het verleden werd daar wel al eens aan getwijfeld.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het houden van de bevolkingsregisters wat de juiste schrijfwijze van de naam betreft" (nr. 1241)

10.01 Sonja Becq (CD&V): Voor het bijhouden van gegevens in de bevolkingsregisters schrijft de FOD Binnenlandse Zaken een juiste schrijfwijze van familie- en voornamen voor, waarbij men een onderscheid maakt naargelang iemand wel of niet in België is geboren. In het eerste geval moet men zich baseren op de geboorteakte, in het tweede geval moeten de namen worden overgenomen zoals zij voorkomen op het nationaal identiteitsbewijs en in de geboorteakte. Voor vreemdelingen die Belg worden, houdt dit in dat zij de ene dag worden ingeschreven op basis van hun paspoort en de andere dag op basis van hun geboorteakte. Waarom dit onderscheid? Werd bij het opstellen van de voorschriften overleg gepleegd met de VVSG, VLAVABBS, de FOD Justitie en andere betrokken partijen? Zal dit onderscheid niet leiden tot rechtsonzekerheid en nog meer identificatieproblemen? Welke schrijfwijze moet worden gevolgd als de vreemdeling, geboren in het buitenland, in België wil huwen en er een onderscheid bestaat tussen de geboorteakte en het nationale identiteitsbewijs? Zijn er vaak tegenstrijdigheden tussen de namen die vermeld zijn in het ene en in het andere register?

10.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Voor Belgen worden de identiteitsgegevens inderdaad overgenomen uit de geboorteakte, zoals bij decreet is bepaald.

(Frans) "Niemand mag andere namen dragen dan die welke in de geboorteakte vermeld staan."

(Nederlands) Dat decreet dateert echter uit het Napoleontische tijdperk, toen burgers veel minder mobiel waren. Voor vreemdelingen die geboren zijn in het buitenland baseert de Belgische overheid zich op de gegevens die voorkomen op de nationale identiteitskaart of het paspoort, die een hogere bewijskracht hebben dan de akten van de burgerlijke stand. Voor vreemdelingen die in België geboren zijn worden de identiteitsgegevens overgenomen van de Belgische geboorteakten.

De algemene onderrichtingen van de FOD Binnenlandse Zaken werden opgesteld in overleg met de Dienst Vreemdelingenzaken, de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten (VBSG) en de gemeenten zelf. Begin 2011 zijn er evaluatievergaderingen gepland met de VBSG, de Dienst Vreemdelingenzaken en de FOD Justitie.

De maatregel om het paspoort of de nationale identiteitskaart te gebruiken als bron voor de inschrijving van vreemdelingen, zorgt voor meer rechtszekerheid, omdat dergelijke documenten beantwoorden aan nationale en internationale standaarden en ze controleerbaar zijn. Met het oog op het Belgisch voorzitterschap van de EU-Raad werd het project *Strengthening Architectures for the Security of Identification of Natural Persons in the EU* ontwikkeld. Dit heeft België een risicobeoordelingstabel opgeleverd, die zal dienen als basis om een Europese strategie te bepalen tegen identiteitsfraude.

Als een vreemdeling geboren is in het buitenland en huwt in België, baseert men zich op de gegevens van zijn paspoort of nationale identiteitskaart voor het opstellen van de huwelijksaangifte. Er zijn momenteel geen cijfers beschikbaar betreffende mogelijke tegenstrijdigheden in de namen op de verschillende documenten.

10.03 Sonja Becq (CD&V): De minister zegt dat ze voor de evaluatie contact zal opnemen met de FOD Justitie, die volgens mij niet was betrokken bij de initiële fase, vandaar een aantal problemen. Er is nood aan een zeer duidelijke onderlinge communicatie ten bate van diegenen die de hinder ondervinden.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Laurent Devin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de overeenkomsten inzake verkeersveiligheid voor het jaar 2011" (nr. 1257)

11.01 Laurent Devin (PS): Tijdens de Staten-Generaal van de Verkeersveiligheid van februari 2002 werden verscheidene aanbevelingen gedaan. Op basis daarvan verleende de regering door middel van overeenkomsten financiële steun aan de zones, opdat deze nieuwe acties inzake verkeersveiligheid zouden kunnen opzetten. Deze overeenkomsten en de daaruit voortvloeiende financiële middelen zijn belangrijke instrumenten voor het verkeersveiligheidsbeleid van elke politiezone. De overeenkomsten voor 2011 werden blijkbaar nog altijd niet goedgekeurd door Binnenlandse Zaken. Wanneer worden zij door uw diensten ondertekend?

11.02 Minister Annemie Turtelboom (*Frans*): De verplichting voor de politiezones om hun actieplannen inzake verkeersveiligheid aan de minister van Binnenlandse Zaken over te zenden, werd opgeheven bij de programmawet van 8 juni 2008. Deze administratieve vereenvoudiging was nodig. Sindsdien ontvangen de politiezones jaarlijks een bepaald bedrag dat bij ministerieel besluit wordt vastgesteld. Het bedrag voor 2010 werd bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 november 2010. De bedragen voor 2011 zijn nog niet bekend, omdat de minister van Financiën bij het begin van het jaar het bedrag voor het fonds voor het desbetreffende jaar meedeelt.

11.03 Laurent Devin (PS): Als hoofd van een politiezone vind ik het moeilijk om de begroting 2011 op te stellen zonder het precieze bedrag te kennen dat daarin moet worden geboekt.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Raf Terwingen aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de opleiding van politieagenten om om te gaan met slachtoffers van seksueel misbruik" (nr. 1279)

12.01 Raf Terwingen (CD&V): In de bijzondere commissie rond seksueel misbruik is gebleken dat er problemen zijn wanneer de slachtoffers een klacht indienen. Een aantal politiediensten dringt er zelfs op aan om dit soort klachten niet als een klacht te registreren, maar als een loutere notitie. Men haalt als reden hiervoor het vele papierwerk aan en men stelt soms al op voorhand dat de klacht moeilijk te bewijzen zal zijn. Dat is natuurlijk helemaal geen goed signaal voor de slachtoffers. Heeft de minister kennis van dit soort praktijken? Hoe staat ze tegenover het idee om meer en meer te werken met politiediensten die gespecialiseerd zijn in de opvang van dit soort slachtoffers?

12.02 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): Deze praktijken zijn mij niet bekend. Het komt de bijzondere commissie toe om daarover eventuele aanbevelingen te doen. De wetgeving en de richtlijnen van de parketten laten de politie echter geen ruimte voor beoordeling. Overigens wordt het proces-verbaal van de politie door het parket beoordeeld naar de inhoud en niet op basis van de kwalificatie 'verklaring' dan wel 'klacht'. Bovendien is een seksueel misdrijf geen klachtmisdrijf, maar wordt het ambtshalve vervolgd.

De laatste jaren heeft de politie aanzienlijke inspanningen geleverd inzake slachtofferzorg. Zowel in de basisopleiding als in de voortgezette opleidingen komt slachtofferbejegening aan bod, met inbegrip van de problematiek van seksueel geweld. Zo bestaat er een specifieke opleiding over het eerste politionele onderzoek bij volwassen slachtoffers van zedendelicten, dit om het inlevingsvermogen van de politieagent aan te scherpen.

Zo kan de politie een efficiënt verhoor acteren dat als basis kan dienen voor het verdere onderzoek, zonder bijkomende trauma's voor het slachtoffer. Er hebben al 990 Franstalige en 1.255 Nederlandstalige politiemensen die voortgezette opleidingen gevolgd. Voor seksuele misdrijven worden zij in de mate van het mogelijke ingezet. Voor het verhoor van dergelijke slachtoffers wordt ook een bijzondere schikking getroffen,

zoals het gebruik van audiovisuele middelen.

12.03 Raf Terwingen (CD&V): Ik vermoed dat de commissie inderdaad een aantal aanbevelingen zal doen. Een soort van ambulante dienst van politieagenten zou al heel mooi zijn, zodat men waar ook in België iemand te spreken krijgt die vertrouwd is met deze materie en die het slachtoffer correct kan bejegenen.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Raf Terwingen aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de drugsoverlast in de Euregio" (nr. 1281)

13.01 Raf Terwingen (CD&V): Twee jaar geleden werd een studie uitgevoerd over drugsgerelateerde criminaliteit in de Euregio Maas-Rijn. Voormalig minister van Binnenlandse Zaken Dewael beloofde hierop om 60 politieagenten ter beschikking te stellen, maar zijn opvolger De Padt ontkende dat die belofte ooit werd gemaakt. Welke gevolgen werden of worden nu effectief aan de studie gegeven?

13.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Ik verwijs naar mijn antwoord van 27 oktober 2009 op een identieke vraag van de heer Terwingen.

Op 28 augustus 2009 heb ik met de burgemeester van Lanaken en een delegatie uit de Euregio gesproken. Sinds oktober 2009 worden er geregeld drugsacties georganiseerd, gemiddeld zes tot acht acties per maand, in overleg met de DirCo's van Hasselt en Tongeren en de politiezones van Lanaken, Voeren, Bilzen, Hoeselt en Riemst en met een optimale inzet van de wegpolitie, van drugshonden en van het interventiekorps Limburg. Het provinciaal veiligheidsoverleg stuurt de acties. Door een herschikking van het Centraal Interventiekorps van de federale politie bij de DirCo van Hasselt en Tongeren zijn er veel meer mogelijkheden om het interventiekorps in te zetten voor grensoverschrijdende prioriteiten. Met een betere samenwerking kan al veel worden bereikt.

Het incident is gesloten.

14 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de politiezones" (nr. 1295)

- de heer Koenraad Degroote aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de dienstverlening van de politie tijdens de nacht" (nr. 1299)

14.01 Leen Dierick (CD&V): Uit een recente studie blijkt dat er in het Vlaams Gewest 's nachts slechts 1 politieman waakt over de veiligheid van ongeveer 13.000 burgers, in weekendnachten is dat 1 agent voor 9.700 inwoners. Dat is ontoereikend. De minister stelde daarom voor om zones samen te voegen. Dat verhoogt echter de inzetbaarheid in de landelijke gebieden niet.

Hoe kunnen grotere zones een oplossing zijn? Is een en ander niet in strijd met het algemeen uitgangsprincipe dat elke burger recht heeft op gelijke dienstverlening? Stuit het probleem van de beschikbaarheid niet steeds op het statuut en op de inzetbaarheid?

14.02 Koenraad Degroote (N-VA): Door de fusie van kleine korpsen, de beperking van het papierwerk en de invoering van een functionele bezoldiging kan het probleem van te weinig blauw op straat 's nachts aangepakt worden. Worden de minimumnormen van de rondzendbrief PLP 10 overal gehaald? Volstaan die normen? Zijn er al aanvragen tot fusie ingediend? Kunnen dergelijke aanvragen ook nog na januari 2011 worden ingediend? Komen er ook verplichte fusies? De administratieve werklast moest met 7 procent verminderen. Is dat gelukt?

14.03 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Bij de lokale politie is de korpschef verantwoordelijk voor de werking van het korps en de gewaarborgde minimale dienstverlening. De interventiefunctie is een van de zeven basisfunctionaliteiten en bestaat erin binnen een passende termijn een antwoord te bieden op elke oproep. Gezien de verschillen tussen de zones, worden er geen federale normen voor de aanrijtiden opgelegd. De lokale zones moeten hierover zelf afspraken maken en opnemen in een zonaal veiligheidsplan.

Vooral in landelijke zones met een groot grondgebied en weinig inwoners – en dus met minder agenten – vormen de aanrijtiden inderdaad een probleem. Het garanderen van nachtelijke interventies is moeilijk voor een korps met een groot grondgebied en slechts een zestigtal agenten.

De fusie van politiezones kan een oplossing vormen voor dit probleem. Daarom heeft de regering een fusie op vrijwillige basis toegelaten. Zo zijn Lanaken en Maasmechelen een fusie aangegaan om zo de grensoverschrijdende drugsproblematiek beter te kunnen aanpakken. Wij hebben ervoor gekozen de fusie niet te verplichten, al zou dat voor sommige zones een oplossing kunnen zijn.

Weekend- en nachtwerk zorgen voor bijkomende kosten, wat remmend werkt op de inzet. Een extra verloning is niet verkeerd, maar bepaalde, historische, premies zouden meer op de reële operationele behoeften gebaseerd moeten zijn. Een functionele verloning kan daaraan bijdragen.

Ik denk niet dat er een aanvullende ministeriële richtlijn nodig is. De zones lossen zelf de problemen op door goed functionerende samenwerkingsverbanden te sluiten.

Alleen voor de federale politie bestaat er een verplichting tot het instandhouden van een nationale reserve, in het kader van de steunfunctie.

Ik wil de administratieve werklast nog verminderen. Momenteel worden de verschillende, vooral administratieve, opdrachten van de lokale politie opgelijst. Daarna gaan we na of deze taken wel echt door de politie moeten worden uitgevoerd, zoals het inventariseren van leegstaande gebouwen of van rondlopende dieren.

Ik ben voorstander van de fusie van politiezones. Het kan de overheadkosten alleen maar doen dalen, maar ik wil een dergelijke fusie niet verplichten. De gouverneur van Vlaams-Brabant heeft mij onlangs gevraagd om een project te starten inzake schaalvergroting door associatie. Als daarmee een extra stap kan worden gezet, zal ik daaraan graag mijn medewerking verlenen.

14.04 Leen Dierick (CD&V): Hoewel schaalvergroting een positief effect heeft op budgettair vlak, ben ik er niet van overtuigd dat het ook altijd een verbetering van de dienstverlening betekent. In landelijke gebieden betekent schaalvergroting vaak een vermindering van de dienstverlening.

14.05 Koenraad Degroote (N-VA): Ik denk dat de minimumnormen beter moeten worden afgestemd op de operationele noodzaken. Ik hoop dat het niet bij woorden blijft wat de belofte over een vermindering van de administratieve werklast betreft.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag 1320 van de heer Van Hecke wordt omgezet in een schriftelijk vraag. Vragen nrs 1313, 1277, 1230 en 1207 van de heren Gilkinet, Clarinval, Schoofs en Thiébaud worden uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.10 uur.